

Etudes religieuses,
historiques et littéraires / par
des Pères de la Compagnie
de Jésus

Compagnie de Jésus. Etudes religieuses, historiques et littéraires / par des Pères de la Compagnie de Jésus. 1896/01-1896/04.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisationcommerciale@bnf.fr.

LA QUESTION ARMÉNIENNE

I

Depuis tantôt dix-huit mois le sang chrétien coule à flots en Anatolie, c'est-à-dire dans les provinces de l'Empire ottoman situées au sud de la mer Noire. A partir du mois d'octobre surtout, pas une semaine ne s'est écoulée sans ajouter un ou plusieurs noms à la liste lugubre des massacres.

Il n'est pas aisé de savoir au juste ce qui se passe en ces parages. Comme on l'a fait remarquer souvent, l'Anatolie turque, qui confine à l'Europe, est un pays moins ouvert que la Chine ou le Thibet. Tombouctou est plus connu aujourd'hui du monde civilisé que Diarbékir ou Erzeroum, voire même que Césarée de Cappadoce, Sivas, l'ancienne Sébaste, ou Orfa, l'ancienne Édesse. D'ailleurs, l'administration veille à ce que les relations avec l'Europe soient aussi peu fréquentes que possible. Nulle part la correspondance par lettres n'est traitée avec autant de sans-façon. On sait que jusqu'ici les gouvernements européens se sont vus obligés de maintenir à grands frais des services de poste dans les villes où la présence de leurs nationaux en faisait une nécessité. A toutes les représentations que la Sublime-Porte n'a pas ménagées à cet égard, on a dû répondre que l'on ne demandait pas mieux que de se décharger de ce soin le jour où l'on pourrait compter sur la fidélité des postes ottomanes. Même à ce prix, la liberté des correspondances n'est nullement assurée. On se souvient de l'incident mélodramatique survenu lors du Congrès de Jérusalem, en 1893 : le courrier autrichien enlevé à quelques portées de fusil de Jaffa. Personne ne fut assez naïf pour croire que le gouvernement fût étranger à ce coup de main. D'autre part, comme les rares journaux qui existent en Turquie ne peuvent rien publier sans l'agrément préalable de la censure, ce n'est pas d'eux qu'il faut attendre des informations exactes.

Les rapports des consuls à leurs ambassades respectives

sont assurément des sources de renseignements plus dignes de foi. Mais les consuls ne peuvent pas être partout, et eux aussi en sont réduits, même dans des villes populeuses qui ne possèdent aucun organe de publicité, à s'en tenir aux données officielles ou aux rumeurs colportées dans le public. Quant à la fameuse commission nommée de concert par l'Angleterre, la France et la Russie pour procéder à une enquête sur les massacres du Sassoun, ses opérations, conduites avec l'agrément et sous la direction des autorités turques, sont restées enveloppées d'un mystère tout diplomatique. Les Américains ont, paraît-il, chargé leur ministre à Constantinople, M. Terrel, de recommencer le travail et de suppléer à l'excessive discrétion des chancelleries.

S'il est difficile d'établir le nombre des victimes, aussi bien que le chiffre des pertes dues au pillage et à l'incendie, il l'est davantage encore de préciser les causes des conflits, de faire le départ des responsabilités, en un mot de dire ce qui revient à chacun dans ces déplorables affaires; car alors même que l'on sait quelle est la main qui a frappé, il reste encore à montrer à quelles excitations elle a obéi.

On ne peut guère espérer que pleine lumière soit jamais faite là-dessus. Ceux qui prétendent voir très clair dans des événements où la politique a peut-être encore plus de part que les passions religieuses et les antagonismes de races, font preuve, à notre avis, de beaucoup de présomption et de légèreté. Sans nous poser ni en diplomate plus avisé, ni en reporter mieux informé que d'autres qui ont parlé avant nous, nous dirons sur les faits, sur leurs causes, et sur leur dénouement probable ce qui nous paraît être la vérité. Des documents, qui ne sont point du domaine public et dont la provenance garantit l'autorité, éclaireront notre marche à travers les informations disparates et souvent contradictoires de la presse.

II

C'est dans les mois de juillet et d'août 1894 que s'ouvrit pour les Arméniens la période sanglante qui n'est peut-être pas encore terminée à l'heure actuelle. Après plusieurs semaines, la nouvelle se répandait en Europe que des mas-

sacres de chrétiens avaient eu lieu dans le Sassoun. Que s'était-il passé? On le savait si peu que les journaux illustrés publièrent des scènes de carnage qui auraient eu pour théâtre les rues de Sassoun.

Ce que l'on prenait pour une ville est un district du vilayet de Bitlis, lequel comprend les hauts plateaux qui séparent les bassins du Tigre et de l'Euphrate à leur naissance. La région est coupée de gorges profondes qui en rendent l'accès fort difficile et permettent aux tribus indigènes d'y vivre à peu près indépendantes. Jusque en ces dernières années on a vu des cheiks s'ériger en véritables souverains de la montagne et à l'occasion tenir tête aux troupes ottomanes. Les Kurdes, qui ont donné leur nom à tout le pays, mènent généralement la vie de pasteurs nomades, poussant leurs troupeaux çà et là, au gré de leur fantaisie, à travers le formidable système montagneux qui s'étend entre la Turquie et la Perse. Ils ont fort mauvaise réputation; toutefois les voyageurs qui ont récemment parcouru la contrée s'accordent à dire qu'ils sont plus avides de butin que de sang. Nous avons nous-même reçu l'hospitalité dans un campement kurde, au mont Amanus, entre Alep et Adana, et hormis l'ineffable malpropreté du logis, ce souvenir n'a rien de particulièrement désagréable.

Les montagnes de Bitlis, qui portent encore le nom de Taurus arménien, renferment une population chrétienne sédentaire dont le chiffre atteint 150 000 environ, presque tous Arméniens. C'est chez elle que se recrute en grande partie la corporation des portefaix de Constantinople, qui font l'étonnement des étrangers par la force prodigieuse de leurs épaules. Il va de soi que, pour les Kurdes musulmans, les paysans giaours sont gens taillables à merci. Tout ce qui leur tombe sous la main au cours de leurs pérégrinations pastorales est de bonne prise, et s'ils ne pillent pas régulièrement les villages qui se trouvent sur leur chemin, c'est uniquement parce qu'ils ne sont pas toujours sûrs d'être les plus forts. Naturellement il doit y avoir souvent des comptes à régler entre les villageois et les nomades. Au congrès de Berlin, le gouvernement turc s'était bien engagé, par l'article 61, à prendre les mesures nécessaires pour protéger les popula-

tions arméniennes contre les incursions des Kurdes et des Tcherkesses. Mais on sait ce que valent de tels engagements. Réduits à se faire justice à eux-mêmes, il paraît bien que les rudes montagnards du Sassoun avaient infligé cette fois à leurs ennemis une cruelle leçon. Les Kurdes portèrent plainte et le pacha de Bitlis envoya des troupes régulières pour rétablir l'ordre. Alors commença une exécution sauvage; les chrétiens furent traités en révoltés; toute la région fut mise à feu et à sang; la milice faisait cause commune avec les bandes kurdes ivres de vengeance et de pillage. Si les autorités ne donnèrent pas elles-mêmes le signal de la boucherie, elles y assistèrent d'un œil bienveillant. Il semblait qu'un mot d'ordre fût venu on ne sait d'où, l'extermination des chrétiens.

Il est certain que depuis plusieurs années le pays était en fermentation. Le chanoine anglican Mac-Coll a publié une série de rapports des consuls britanniques à Erzeroum, à Diarbékir, à Kharpout, etc., signalant à partir de 1888 les violences impunément commises contre les chrétiens, et entre autres les hauts faits d'un cheik kurde, Hussein-Agha, qui semblait préluder à la grande tuerie du Sassoun. Par manière de répression on avait appelé le brigand à Constantinople et on l'avait comblé d'honneurs. En même temps le gouvernement lui-même armait les Kurdes et les organisait en cavalerie soi-disant régulière que l'on appelait du nom du sultan *hamidieh*.

Dans le grand meeting du 6 août, à Chester, présidé par le duc de Westminster et où M. Gladstone prononça sa terrible philippique contre le gouvernement turc, il a été dit à plusieurs reprises que les massacres du Sassoun avaient fait plus de 10 000 victimes.

Cette fois les puissances avaient dû intervenir. En même temps que la délégation anglo-franco-russe procédait à la mystérieuse enquête dont le public attend depuis un an le résultat, des plans de réformes étaient élaborés et présentés par les ambassadeurs à l'acceptation du sultan. Accoutumée de longue main à berner l'Europe, la diplomatie ottomane manœuvra pour gagner du temps. Les puissances ne demandaient pas assez; ce n'était pas en faveur des Arméniens seu-

lement, mais pour toutes les populations de l'Empire, que Sa Hautesse voulait accomplir des réformes. Mais pour cela il lui fallait du loisir. Puis, c'était tel article du programme qui réclamait un examen plus approfondi; une autre fois, c'étaient les fêtes du Beïram, et toutes les affaires étaient suspendues. Une année se passa de la sorte, au cours de laquelle plus d'un incident fâcheux se produisit, tantôt sur un point, tantôt sur un autre. Les têtes s'échauffaient, on sentait que la patience était à bout et qu'une explosion était imminente.

Le dimanche, 29 septembre, a lieu dans la capitale la grande manifestation arménienne. Elle était annoncée d'avance; la foule accompagnerait les délégués qui iraient présenter à la Sublime-Porte les requêtes de la nation. Tout devait s'accomplir pacifiquement. Mais les revolvers partent tout seuls, et, une fois engagée on ne sait comment, la lutte ou, pour mieux dire, le carnage se poursuit dans les rues et les maisons de Stamboul et de Galata pendant près de trois jours.

On eût dit que c'était le signal attendu. A partir de cette date, les massacres se succèdent sans interruption. A Trébizonde on tue et on pille pendant cinq jours, du 4 au 8 octobre. Les bulletins officiels accusent eux-mêmes un chiffre de 700 morts. Puis on opère à Erzeroum, à Beïbourt, à Erzin-djian, à Mouch. La trainée de sang va en s'élargissant vers le sud et l'ouest. Bitlis, Diarbékir, Kharpout, Arabkir, pour ne nommer que les villes qui figurent sur les cartes de la Turquie d'Asie, ont chacune leurs *journées* dans le courant d'octobre. Les villages ne sont pas épargnés, et jusqu'ici personne ne peut dire quel contingent les campagnes ont fourni à la liste des victimes. Des correspondances ont affirmé, par exemple, que l'on rencontrait des cadavres tout le long de la route entre Trébizonde et Erzeroum. Les chiffres varient suivant la provenance. Il est bien vraisemblable que ceux qui ont été fournis par les Arméniens aux agences anglaises doivent être réduits, mais il est certain aussi que ceux que le gouvernement turc a fait publier doivent être grossis dans une proportion encore plus forte. Dans bien des cas il faudrait les doubler pour approcher de la vérité. Dès maintenant, il semble hors de doute que le chiffre des

Arméniens massacrés dans les seuls vilayets orientaux dépasse 15 000.

En novembre, c'est le tour du vilayet de Sivas, qui compte environ 170 000 Arméniens. A Sivas même, ville de 40 000 habitants, trois jours de massacre, 12, 13 et 14 novembre, font parmi les chrétiens près de 1 300 victimes; le 15, à Marsivan, 300 morts environ; Amasia, Tokat, Zileh, Tchorum, ont le même sort. A Malatia, les missionnaires capucins faillirent être au nombre des victimes, si bien que la nouvelle de leur mort parvint à l'ambassade de France à Constantinople. Enfin, le 30 novembre, la populeuse ville de Césarée voyait une tuerie plus effroyable peut-être qu'aucune autre; 1 500 personnes y périrent. A Orfa, la proportion est plus forte encore; du 26 au 28 décembre, il y a, d'après le chiffre officiel, 900 morts. A la date du 3 décembre, une correspondance privée que nous avons sous les yeux évalue à 10 000 au moins le chiffre des morts dans le seul vilayet de Sivas. Nous y trouvons une lamentable litanie de noms de villages, avec des mentions comme celles-ci : 60 hommes tués sur 80, 25 sur 40, etc...

Le pillage va toujours de pair avec le meurtre. Les Arméniens s'adonnent généralement au commerce, et comme dans les villes d'Orient les magasins sont non pas en bordure le long des rues, mais réunis en un seul lieu, il est aisé d'y faire en un jour d'échauffourée des razzias fructueuses. Aussi n'a-t-on garde de manquer l'occasion, et pendant que les hommes se battent et s'égorgent, la population entière se précipite aux bazars pour prendre part à la curée. Mais la plupart du temps les habitations ont été saccagées aussi bien que les boutiques; on a fait main basse sur les provisions et sur les vêtements mêmes. « Nous avons vu, nous écrit un témoin, de ces malheureux à qui il ne reste pour se couvrir que la paille sur laquelle ils sont étendus. » Il est certain qu'à l'heure actuelle une misère épouvantable sévit dans toute la région où le sang a coulé. Dieu sait quels ravages y feront pendant cet hiver le froid et la famine.

Les relations officielles déclarent invariablement qu'il ne faut voir dans ces faits, très regrettables d'ailleurs, rien d'autre que des rixes, comme il s'en produit fatalement entre

musulmans et chrétiens. D'autre part, ce sont toujours les Arméniens qui ont été les provocateurs.

De telles imputations sont à première vue très invraisemblables ; nous verrons plus loin ce qu'il en faut penser. En attendant, il reste établi que les autorités se sont faites à peu près partout manifestement complices des meurtriers en leur laissant carte blanche. A Marsivan, par exemple, il y avait 800 hommes de garnison ; un piquet de 50 soldats, jouant de la courbache, eût suffi à arrêter la bagarre. A Amasia, où la population arménienne est très ardente et où la présence de 2 000 *softas* pouvait faire appréhender les pires excès, le mutessarif Békir-Pacha montra de l'énergie, et l'agitation, très vite réprimée, ne fit guère qu'une cinquantaine de victimes.

M. Gladstone a formellement accusé le gouvernement turc d'avoir autorisé les massacres, quand il ne les a pas commandés et dirigés. Ce n'est pas en Turquie seulement que le désordre et même le meurtre entrent parfois dans les vues du pouvoir ; alors il laisse agir les exécuteurs de bas étage, et quand le fait est accompli, il s'en lave les mains. En pays musulmans, il n'est pas malaisé de recruter des volontaires pour ces sortes de besogne ; le chrétien est un gibier sur lequel on est toujours prêt à tirer du moment que la chasse est ouverte. Il y a dans le tempérament du musulman, et le Turc à demi civilisé ne fait point exception à la règle, comme un instinct de verser du sang chrétien, instinct qui peut sommeiller longtemps, qui n'est pas incompatible avec une certaine douceur et la politesse dans les relations, mais que l'occasion éveille soudainement et qui s'assouvit avec une inexprimable volupté. Voici un petit trait où se révèle assez bien cet état d'âme.

Au mois de novembre, une sœur garde-malade de service chez M. Cambon, notre ambassadeur à Constantinople, est un jour interpellée au passage par un *cawa* de l'ambassade : « Ah ! ma sœur, on coupe bien là-bas ! — Où, là-bas ? — Dans l'intérieur. (C'est l'expression à Constantinople pour désigner l'Anatolie.) — Et qu'est-ce que l'on coupe ? — Des têtes de chrétiens. Ah ! je voudrais bien y être et en couper moi aussi quelques-unes. Il y a trop de chrétiens à présent. »

La bonne sœur n'a rien de plus pressé que de rapporter à M. Cambon ce que l'honnête serviteur vient de lui dire. Une heure après arrive l'ambassadeur d'Autriche, baron de Calice. Par manière d'entrée en conversation, il donne à deviner à son collègue quels propos ses cawas, à lui, échangent entre eux. M. Cambon de répondre : « On coupe bien là-bas... ; je voudrais bien y être et couper moi aussi... » — Stupéfaction de l'interlocuteur : « Mais c'est exactement cela ; c'est donc la même chose chez vous ! — Hé oui ! »

M. Gladstone n'a pas craint de dire, au meeting de Chester, que le gouvernement ottoman poursuit systématiquement et de parti pris l'extermination des chrétiens de l'Empire. On sait que, lorsqu'il s'agit de la Turquie, le *great old man* frappe avec la même vigueur que quand il fend des chênes dans son parc de Hawarden. Son affirmation est vraisemblablement exagérée. Mais, un fait que l'on ne peut contester, c'est que les massacres de chrétiens reviennent dans l'histoire de la Turquie avec une sorte de périodicité régulière qu'il paraît difficile d'attribuer complètement au hasard. Si bien que l'on a pu dire que les populations chrétiennes y étaient mises en coupes réglées, ou encore que l'on pratiquait sur elles, selon la formule de l'ancienne médecine, des saignées à intervalles fixes qui ne dépassent guère quinze ou seize ans.

Ce n'est pas sans quelque apparence de raison. Pour ne parler que d'événements contemporains, en 1860, on fait au Liban une hécatombe de 15 000 Maronites ; en 1876, un nombre au moins égal de Bulgares sont massacrés par la milice régulière. Maintenant c'est le tour des Arméniens, et il s'en faut que ce soit pour la première fois. En ce siècle seulement les annales de ce malheureux peuple ont déjà enregistré deux dates sinistres. Mais, en 1828, la fraction catholique de la nation eut seule à souffrir de la mauvaise humeur et des ressentiments du souverain ; il y eut beaucoup de ruines mais peu de têtes abattues. En 1863, la tache rouge ne dépassa pas les limites de la région montagneuse de Zeïtoun, cette espèce de camp retranché dans le Taurus cilicien, où la population arménienne avait gardé une demi-indépendance, et où elle vient encore de soutenir un siège en règle. Cette

fois la tuerie s'est étendue à toutes les provinces de l'Empire qui ne sont pas en contact trop immédiat avec l'Europe. On a parlé d'abord de trente à trente-cinq mille morts. Une correspondance publiée par les *Missions catholiques* va bien plus loin encore. « Il serait prématuré, dit l'auteur de cette lettre, de vouloir fixer le nombre des Arméniens massacrés depuis les événements du Sassoun. *Les données mises à notre disposition permettent pourtant de présenter le chiffre approximatif de 55 000 victimes!...* »

Alors même qu'il devrait être réduit de moitié, le chiffre serait encore bien gros, et l'on ne peut qu'admirer le solide tempérament des publicistes qui, après avoir raconté au jour le jour les phases de la lugubre tragédie, déclarent qu'il n'y a pas lieu de s'émouvoir et qu'il faut laisser clabauder sans y prendre garde « les hystériques de la bienfaisance internationale¹ ».

La nation arménienne a maintenant payé le tribut du sang au cimetière turc plus copieusement que les Maronites et les Bulgares. En retirera-t-elle le même profit ? Les massacres de Syrie ont valu aux Maronites un statut qui leur garantit la sécurité, sinon l'indépendance ; les *atrocités bulgares* de 1876 ont eu pour corollaire l'érection de la Bulgarie en principauté libre. La persécution de 1828 a procuré aux Arméniens catholiques eux-mêmes l'affranchissement vis-à-vis de leurs coreligionnaires schismatiques. La nation entière verra-t-elle sortir quelque résultat heureux des terribles épreuves qu'elle vient de subir ! L'avenir le dira. Nous pouvons du moins examiner ses prétentions et entrevoir ce que les complications de la politique et sa situation même lui permettent d'espérer.

Mais d'abord, qu'est-ce que la nation arménienne ?

III

Sans ajouter foi à tous les récits de Moïse de Khorène et des autres historiens de l'Arménie, on peut reconnaître que nul peuple au monde n'a le droit de revendiquer une antiquité

1. Cf. le *Temps* du 26 décembre.

plus reculée. Les Arméniens font commencer leur histoire nationale au déluge; ils s'intitulent dans leur littérature race de Haïg ou encore maison de Thogorma; c'est le nom d'un des petits-fils de Japhet mentionnés dans la Bible.

Leur berceau est le vaste épaulement dont le mont Ararat forme le centre, qui se dresse en face du Caucase et ferme l'Asie-Mineure du côté de l'Est. Longtemps avant l'ère chrétienne l'histoire de l'Arménie est déjà fort mouvementée. Placée entre les grands empires de l'antiquité elle en subit les chocs. Avec quelques intervalles d'indépendance, elle est tour à tour assujettie aux Assyriens, aux Perses, aux Grecs. La destinée de ce peuple n'est pas sans analogie avec celle de la Pologne. Il semble que l'esprit de rivalité et de division, en l'affaiblissant au dedans, l'ait toujours condamnée à devenir la proie de l'étranger.

Tout le monde connaît la légende d'Abgar, prince d'Edesse, qui aurait envoyé une ambassade à Notre-Seigneur et en aurait reçu une réponse écrite dont les historiens ont conservé le texte. La foi chrétienne fut apportée en Arménie par saint Barthélemy et par saint Thaddée, l'un des soixante-douze disciples du Sauveur; mais c'est au quatrième siècle seulement qu'elle en prit définitivement possession. L'Arménie eut alors son Clovis et son saint Remi en la personne de son roi Tiridate et de saint Grégoire l'Illuminateur. Malheureusement, l'épiscopat arménien ne sut pas se garder contre le fléau de l'hérésie, déchaîné par l'esprit subtil et inquiet des docteurs byzantins. Soit ignorance, soit intrigue, soit, comme quelques-uns le prétendent, pauvreté de la langue, qui se prêtait mal aux distinctions théologiques, l'Église arménienne, après avoir réprouvé l'erreur de Nestorius, qui voyait deux personnes en Jésus-Christ, se laissa entraîner dans celle d'Eutychès, qui ne voulait y reconnaître qu'une seule nature. Le schisme fut consommé au concile national de Tovin, en 596.

Poussée par l'invasion seldjoucide, une partie de la nation trouva un refuge dans la chaîne du Taurus, et, peu à peu, rayonna sur la Cilicie et les provinces voisines dont se forma la Petite-Arménie. Un royaume y fut fondé, à l'époque des Croisades, par la dynastie des Roupén. Le premier roi reçut

du pape Célestin III une couronne d'or, et l'un de ses successeurs, Héthoun I^{er}, envoya une ambassade à saint Louis, alors en Chypre, pour se reconnaître son vassal. Par suite d'alliances, il arriva que le dernier héritier du trône d'Arménie était un Lusignan, c'est-à-dire un prince français. L'histoire le connaît sous le nom de Léon VI; renversé et obligé de s'enfuir, il vint mourir à Paris en 1391. Le moderne royaume d'Arménie avait duré trois siècles. Avec lui s'évanouit l'indépendance de la nation.

La Grande-Arménie était depuis longtemps plus ou moins soumise et incorporée à l'Empire byzantin. Après la prise de Constantinople, cette malheureuse contrée fut disputée entre Turcs et Persans, jusqu'au jour où le Moscovite, débordant du Caucase, refoula les Persans et commença, aux dépens de l'empire turc, cette série d'annexions qui lui fraie la voie vers le Bosphore. Lorsque, en 1878, les Russes campèrent en vue de Constantinople, ils se firent attribuer, par le traité de San Stefano, un lambeau de territoire qui leur ouvrait l'Anatolie. La diplomatie britannique les contraignit, au Congrès de Berlin, à en rétrocéder la meilleure part. Mais la politique russe ne renonce pas pour autant à son programme séculaire.

Aujourd'hui, la population arménienne se trouve répartie à peu près de la sorte : 700 000 environ, sujets russes, dans la région comprise entre le Caucase et la frontière turque; 400 000 dans les États du shah de Perse; près de 1 300 000 dans l'Empire ottoman. La capitale en compte à elle seule guère moins de 150 000. Il faut ajouter à ces chiffres un grand nombre de colonies, plus ou moins importantes, en Autriche-Hongrie, à Livourne, à Venise, à Marseille, à Paris¹, à Londres, dans les Indes et jusqu'aux îles de la Sonde. La population totale de la nation arménienne ainsi dispersée s'élève un peu au-dessus de 3 millions et demi.

1. L'hôtel de Condé, dans la rue Monsieur, a été pendant quelques années un collège arménien dirigé par les mékitaristes. Il sombra vers 1866 « par suite, dit M. le prince Dadian, de la déplorable administration à laquelle il fut livré ». Depuis quelque temps, la colonie arménienne de Paris pratique son rite dans la *Chapelle expiatoire* qui lui a été concédée par le gouvernement.

L'Arménien a au plus haut degré les qualités et les défauts des races longtemps asservies. Son aptitude pour tout ce qui touche au négoce, à la finance et à l'usure est sans égale, même en Orient, où tant d'autres sont passés maîtres en cette science. D'après le dicton qui a cours en ces parages, le Grec *roule* le juif, mais il est *roulé* par l'Arménien. Aussi le gouvernement ottoman lui-même a souvent recruté parmi les rayas arméniens ses meilleurs financiers. En Turquie, il est assez malaisé de s'enrichir; mais parmi ceux de la nation qui se sont établis à l'étranger, on en compte un bon nombre qui ont acquis de très grosses fortunes, et plusieurs même ont pris rang parmi les hauts barons de la finance cosmopolite. D'autres sont montés, en divers pays, aux premières dignités; il suffit de nommer, parmi les contemporains, le général Loris-Mélikoff en Russie, et Nubar-Pacha en Égypte. Malheureusement, le caractère n'a pas, chez ce peuple, autant d'élévation que l'intelligence d'ouverture et de finesse.

La religion elle-même n'est plus guère pour la grande masse des Arméniens qu'une question de nationalité. Comme la plupart des chrétiens orientaux, ils sont attachés à leur Église, ou pour mieux dire à leur rite, parce que c'est en lui que se résume pour eux tout ce qui les constitue en corps politique distinct. Cette Église s'intitule aujourd'hui *grégorienne*, du nom de saint Grégoire l'Illuminateur à qui elle fait remonter son origine. Bien que, comme on l'a vu plus haut, elle ait de bonne heure versé dans l'hérésie, son histoire n'est qu'un perpétuel va-et-vient entre le schisme et l'orthodoxie catholique. Sur la liste de ses patriarches on en compte soixante-seize qui ont été en communion avec l'Église romaine. Aujourd'hui la scission est profonde sans doute, mais les divergences doctrinales y sont pour peu de chose, l'habitude, la routine et l'orgueil pour beaucoup.

D'ailleurs, ce déplorable esprit d'insubordination, qui de tout temps a fait le malheur des Arméniens, a divisé la nation contre elle-même; il y a eu schisme dans le schisme. L'Église grégorienne compte aujourd'hui cinq patriarches dont les sièges sont Etchmiadzin, Constantinople, Jérusalem, Sis et Aghtamar. Le *Catholicos* d'Etchmiadzin conserve encore une

certaine suprématie spirituelle, mais pour combien de temps? Sa résidence se trouvant maintenant en territoire russe, le patriarche lui-même a passé sous la dépendance du tsar. L'élection du titulaire actuel, en 1885, marque une date nouvelle dans l'histoire des déchirements de l'église et par suite de la nation arménienne. Le synode réuni à Constantinople avait désigné l'archevêque de Smyrne, Melchisédech Mouradian. A Pétersbourg on lui préféra un candidat d'origine russe. L'émotion fut vive en Turquie; mais il fallut s'incliner devant la force. Il est entendu que désormais le chef de l'Église arménienne est une créature du tsar de toutes les Russies. La logique et la force des choses amèneront de nouveaux démembrements. Comme dans les États récemment affranchis du joug ottoman, les Églises se sont émancipées vis-à-vis du patriarche grec de Constantinople, ainsi fatalement les fractions persane, turque, etc., de l'église grégorienne se sépareront de l'obédience du *Catholicos* pour se constituer en églises autocéphales.

Au reste, dans l'Église nationale arménienne comme dans toutes les autres communautés schismatiques de l'Orient, la vie chrétienne est arrivée à un état d'assoupissement et d'inertie qu'il est bien permis de confondre avec la mort. Selon l'énergique comparaison de J. de Maistre, elles ressemblent à des cadavres gelés chez qui le froid lui-même conserve les formes des corps vivants. C'est ce qui peut faire illusion. Mais à y regarder de près, on s'aperçoit bien vite que la sève ne circule plus. Une ignorance absolue des principes les plus élémentaires du christianisme, des mœurs et des pratiques empruntées aux musulmans s'allient dans la masse du peuple et même du clergé à l'observance de rites dont le sens leur échappe. C'est un fait indéniable que les sacrifices d'animaux ont repris place dans leurs usages religieux. Quant aux classes plus cultivées, les libres-penseurs et les athées d'Occident n'ont plus rien à leur enseigner en fait d'indifférence et de scepticisme.

C'est là, entre autres causes, ce qui explique les progrès de la propagande protestante chez les Arméniens, malgré leur répulsion instinctive pour un système religieux qui heurte de front les traditions les plus chères aux Églises

orientales. Les missions anglo-américaines en Asie-Mineure datent d'un demi-siècle; mais c'est surtout depuis la guerre de Crimée qu'elles ont pris un développement que l'esprit de prosélytisme ne suffirait peut-être pas à expliquer. On évalue à 60 000 environ le chiffre des Arméniens plus ou moins sérieusement enrôlés dans les sectes évangéliques. Ce résultat est loin de répondre à la grandeur des efforts qu'il a coûtés. Mais c'était assez pour constituer la base d'un protectorat que l'Angleterre s'est fait attribuer au Congrès de Berlin et qui l'autorise désormais à se jeter en travers des progrès de la Russie.

IV

Enfin, reste à mentionner la fraction catholique du peuple arménien. Grâce à l'organisation politique des communautés chrétiennes dans l'Empire ottoman, d'après laquelle les autorités ecclésiastiques exercent une juridiction civile sur ceux de la nation, les catholiques arméniens furent longtemps à la merci de patriarches et d'évêques qui ne voulaient voir en eux que des renégats et des transfuges.

La constitution du patriarcat catholique remonte à 1742; le patriarche de Sis s'étant converti, le pape Benoît XIV le reconnut pour chef de tous les Arméniens unis. Abraham Pierre I^{er} établit son siège au couvent de Bzommar, un de ces nids d'aigle du Liban, où, vers cette époque, les catholiques de tous les rites se virent obligés de chercher un refuge.

Pendant près d'un siècle, le gouvernement turc refusa de reconnaître au patriarche catholique le caractère de chef de nation. Après Navarin, les rancunes des schismatiques trouvèrent l'occasion de se satisfaire; le sultan Mahmoud excité par eux fit retomber sur les catholiques tout le poids de sa colère; il voulut les contraindre à rentrer dans le schisme. Mais la France entendit les plaintes des opprimés. Le gouvernement de Charles X réclama avec tant d'énergie que le sultan dut non seulement arrêter la persécution, mais admettre les catholiques en corps de nation.

Ce fut d'abord l'archevêque-primat de Constantinople qui exerça les fonctions de *milet bachi* ou patriarche temporel, pendant que le patriarche spirituel continuait de ré-

sider au Liban. Le pape Pie IX ayant réglé que, à la mort du titulaire de Bzommar, sa succession serait dévolue à celui de Constantinople, Mgr Hassoun, régulièrement élu, réunit d'abord cette double attribution. Mais bientôt quelques intriguants suscitèrent le schisme antihassounite. Ce fut une crise terrible pour la jeune Église arméno-catholique.

Le gouvernement turc avait pris fait et cause pour les rebelles et le patriarche légitime avait dû s'exiler. Grâce à la fermeté du Pape, à la sage intervention des représentants de la France et à la généreuse fidélité de la majeure partie de la nation, cette déplorable scission put être conjurée. La paix rétablie par la soumission des coupables, y compris le patriarche intrus Kupélian, n'a plus été troublée.

Toutes les fois qu'il s'agit des populations de l'Empire turc, il faut renoncer à donner des chiffres précis; à l'heure présente, celui des Arméniens catholiques ne doit pas être beaucoup au-dessous d'une centaine de mille. Ce petit troupeau est gouverné par dix-huit évêques et par un clergé qui compte un bon nombre de prêtres vertueux et instruits, et qui, dans l'ensemble est bien supérieur à celui de l'Église séparée. C'est là ce qui autorise l'espoir de voir un jour une bonne part de la nation arménienne rentrer au bercail de l'unité catholique. Ce noyau, solide et résistant, attirera à lui les molécules d'un corps condamné à se désagréger. Là comme ailleurs, dans un avenir plus ou moins prochain, le progrès de l'instruction et les libertés de la critique auront raison des doctrines où la vérité est mélangée d'erreur; un partage se fera; les uns iront à la vérité intégrale, au catholicisme, les autres au *nihilisme* religieux.

Dès le début de son pontificat, le pape Léon XIII avait tourné ses regards vers l'Orient. En 1881, il faisait à la Compagnie de Jésus l'honneur de l'associer aux grands desseins qu'il avait formés pour préparer le retour des Arméniens. Cette mission était d'ailleurs pour nous un héritage de famille; au dix-septième siècle, les jésuites français avaient beaucoup travaillé et beaucoup souffert dans l'apostolat de la Grande-Arménie.

Les lecteurs des *Études* ont déjà fait connaissance avec les

nouveaux missionnaires¹; leur tâche est ingrate et obscure; ce n'est pas ici le lieu de dire leurs efforts et leurs succès. Nous nous bornerons à un chiffre. D'après les rapports de 1895, la seule mission de la Compagnie de Jésus élève dans ses écoles d'Arménie, avec le secours des religieuses françaises, au delà de trois mille enfants, jeunes gens ou jeunes filles. En y ajoutant le contingent des écoles dirigées par les Frères à Erzeroum, à Angora, à Samsoun, et par les Capucins à Malatia, à Diarbékir, etc., on atteindrait un total supérieur à quatre mille. Dans tous ces établissements, notre langue est enseignée et parlée, notre pays connu et aimé. Voilà comment chez ces peuples, dont on se dispute le patronage, se recrute une clientèle fidèle à la France. En dehors des missionnaires et des religieuses, il n'y a peut-être pas dix Français en Anatolie.

Au cours des derniers événements on a pu constater quelle part ils ont conquise dans la sympathie des populations mêmes qui devraient leur être hostiles. Tandis que les missions protestantes étaient l'objet de la plus violente animosité et qu'en certains endroits la force publique a été impuissante à les protéger, on a vu des Turcs monter spontanément la garde à la porte des religieuses françaises, prêts à assommer les bandits qui tentaient d'en approcher. « Vous nous avez soignés pendant le choléra, disait aux sœurs ces braves gens; vous ne nous faites que du bien; ceux qui tenteraient de vous faire du mal le paieraient cher. » De vrai, partout la demeure et la personne des missionnaires catholiques a été sauvegardée plus encore par le respect et la reconnaissance des particuliers que par la présence des deux ou trois *zaptiés* que les gouverneurs envoyaient à leurs secours. Et maintenant ils auront à pourvoir à d'effroyables misères; ils ont déjà fait entendre un appel à la France, car le moment est venu d'ouvrir des orphelinats comme on le fit en Syrie après les massacres de 1860, et en Algérie après le choléra et la famine de 1867.

Cet aperçu, si sommaire qu'il soit, sur la nation arménienne nous aidera à comprendre les causes et la portée de l'agitation actuelle.

1. Voir *Études*, 15 mars et 15 avril 1894.

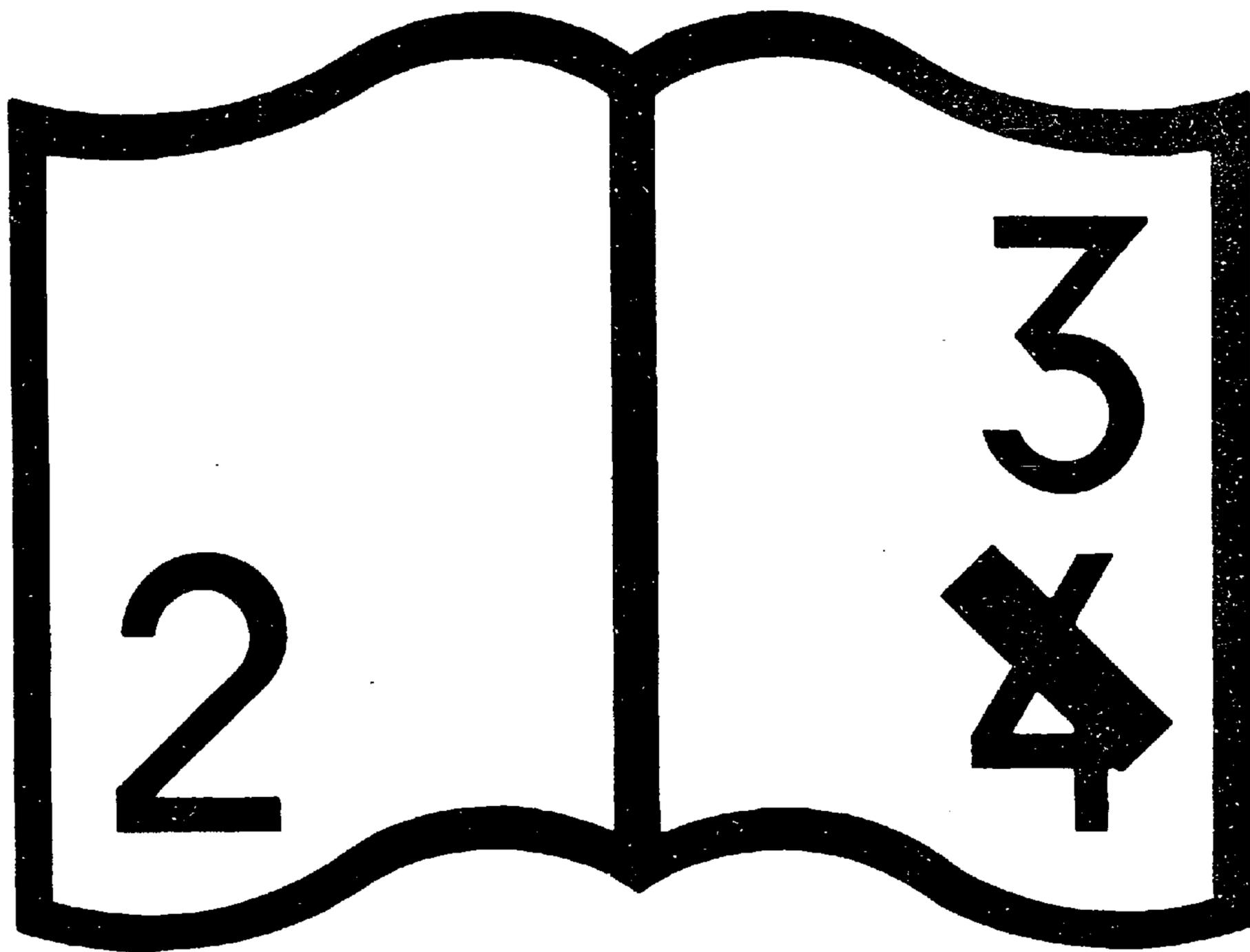
V

Théoriquement, les chrétiens de l'Empire turc sont depuis un demi-siècle assimilés aux autres sujets du Grand-Seigneur. Ce qu'on appelle le *Tanzimat* ou la Réforme a édicté en leur faveur un ensemble de mesures libérales et bienveillantes. L'acte de 1839, connu sous le nom de *hatti-shériff de Gulhané*, organisait le statut civil des *rayas* conformément aux principes du droit moderne : liberté de conscience, égalité de tous devant l'impôt et la justice, admission au service militaire et dans tous les emplois administratifs, abolition dans les actes publics de toutes les appellations injurieuses, etc. Il va de soi que l'édit resta lettre morte.

Au bout de quinze ans la Russie, qui pense avoir reçu du ciel la mission d'affranchir les chrétiens de Turquie, prit les armes pour leur défense. Nous lui fîmes la guerre pour l'empêcher d'exercer seule ce rôle tutélaire. Au congrès de Paris, l'Europe en assumait la charge solidairement. Sur ce, nouvel édit du sultan; le *hatti-humayoun* de 1856 renchérisait sur les promesses et engagements de 1839. En 1878, au traité de Berlin, on va plus loin encore; par l'article 61 on met en demeure la Sublime-Porte d'exécuter les réformes et, qui plus est, elle devra rendre compte aux puissances signataires des mesures prises à cet effet.

Autant en emporte le vent. Les plénipotentiaires turcs pourront adhérer à tout ce qu'on leur demandera en ce genre; le commandeur des croyants ratifiera la parole donnée en son nom; mais rien ne sera changé. La loi religieuse s'y oppose, et au besoin ses interprètes autorisés déclareront que la volonté du sultan ne saurait prévaloir contre elle.

Il n'entre pas dans le cerveau d'un Turc que le chrétien puisse marcher son égal. Ailleurs peut-être le musulman n'aura pas de sa supériorité un sentiment aussi intraitable, sa répulsion, comme son dédain, sera moins irréductible; mais dans un État comme la Turquie, dont toute l'histoire nationale est faite de luttes contre les puissances chrétiennes au dehors et de l'oppression des rayas subjugués, au dedans,



Pagination incorrecte — date incorrecte

NF Z 43-120-12

l'égalité sociale avec le chrétien est pour lui une déchéance à laquelle il ne saurait se résigner et qu'il ne peut même concevoir. Dans un pays où une partie des habitants traite les autres de *chiens*, et où cela dure depuis quatre cents ans, il n'est pas au pouvoir du gouvernement le plus autocratique du monde de les transformer en concitoyens. Aussi les jeunes États qui ont recouvré leur indépendance ont beau offrir à tous ceux qui sont établis sur leur territoire l'égalité civique, sans distinction de religion ni de race, le Turc ne peut séjourner là où il n'est rien de plus qu'un *giaour*; il émigre, il se replie.

Telle est, au vrai, la situation. Il faut que les idéologues, les rêveurs turcophiles en prennent leur parti. Il plaît à certaines gens d'organiser en esprit l'Empire ottoman selon les principes de 89; on ne tiendra nul compte des distinctions basées sur les différentes croyances religieuses; qu'ils soient chrétiens ou musulmans, la loi et le pouvoir ne verront en eux que des citoyens. L'irréligion contemporaine se berce de cette illusion qui flatte sa manie. Malheureusement la réalité s'obstine à la contredire de la façon la plus brutale; et à cet égard l'expérience que nous avons faite dans notre Algérie corrobore singulièrement la leçon que l'histoire de l'Empire ottoman mettait déjà en assez vive lumière.

Non, les populations chrétiennes de la Turquie ne pouvaient espérer se voir véritablement admises sur le pied d'égalité avec les Osmanlis. A la différence de tels États chrétiens de l'Europe où des races fort différentes et parfois même antipathiques vivent juxtaposées, supportant les mêmes charges et jouissant des mêmes droits et garanties, il devait toujours y avoir dans l'Empire turc des conquérants et des vaincus, la race supérieure des maîtres et les *troupeaux*¹ soumis.

Il ne faut donc pas s'étonner que les populations chrétiennes de la Turquie cherchent à se détacher d'un organisme politique où elles ne sauraient jamais s'élever à la condition d'hommes libres. Le réveil des nationalités, le phénomène le

1. C'est le sens du mot *raya* par lequel on désignait officiellement les populations chrétiennes.

plus considérable de notre époque, a donné le signal du démembrement de cet Empire qui s'était incorporé par la force des éléments inassimilables. Il a vu lui échapper dans l'espace de trois quarts de siècle de quinze à dix-huit millions de sujets et un tiers de son territoire. La Grèce, la Moldo-Valachie, la Serbie, la Bulgarie, le Monténégro, la Bosnie, l'Herzégovine, sans parler de l'Égypte et des possessions du nord de l'Afrique, se sont tour à tour ressaisies et constituées en États plus ou moins libres. Jusqu'ici les Arméniens sont restés en dehors de cette renaissance des peuples. Mais on ne pouvait compter qu'ils y assisteraient en spectateurs désintéressés. Eux aussi aspirent à recouvrer l'indépendance ; eux aussi rêvent d'une Arménie ressuscitée et reprenant sa place parmi les nations. Qui oserait les en blâmer ? Il semble bien que certaines de leurs aspirations soient de tout point irréalisables ; mais le sentiment patriotique se repaît volontiers de chimères ; il n'en est pas moins chose respectable et sacrée.

Si le peuple arménien se fût borné à faire entendre ses justes doléances, à réclamer l'exécution des engagements pris en sa faveur, à revendiquer les franchises nécessaires, à porter en toute occasion, comme il le fit au Congrès de Berlin, sa cause au tribunal de l'Europe, s'il se fût appliqué en même temps à s'assurer par la culture intellectuelle cette supériorité qui est déjà l'émancipation, s'il se fût contenté de préparer ainsi par des voies pacifiques un affranchissement inévitable dans un avenir plus ou moins prochain, personne ne lui marchanderait ni ses sympathies, ni ses encouragements.

Tel était bien assurément le programme d'une partie de la nation, la plus saine et la plus raisonnable, peut-être même la plus nombreuse. La communauté catholique spécialement n'en eut jamais d'autre. Mais une faction s'est formée qui a imprimé au mouvement national arménien une allure nettement révolutionnaire. La *jeune Arménie* s'est organisée en sociétés secrètes et s'est approprié les moyens d'action des carbonari italiens, des fenians irlandais et des nihilistes russes. Les comités directeurs fonctionnaient à l'étranger, à

Londres surtout. Les journaux étaient introduits clandestinement et répandus par les affidés, quelquefois au péril de leur vie. La secte levait des contributions forcées, et ne craignait pas de recourir à l'assassinat pour punir les récalcitrants ou se venger d'un dénonciateur. On assure qu'en ces derniers temps le patriarche catholique, Mgr Azarian, avait reçu sommation de verser 2 000 livres turques (56 000 fr.) et qu'il dut s'exécuter pour échapper à une mort certaine. Ainsi était entretenue dans la masse de la nation une effervescence qui ne pouvait manquer de faire explosion à son heure.

La mission protestante anglo-américaine n'y resta certainement pas étrangère; l'école normale de Marsivan était regardée comme un des foyers les plus actifs de la propagande insurrectionnelle. C'est ce qui attira sur elle les représailles des Turcs qui dans une échauffourée, en 1893, la saccagèrent et y mirent le feu.

On sait à quel point l'opinion en Angleterre s'était échauffée en faveur de la cause arménienne. A la nouvelle des massacres du Sassoun, un comité s'était formé dans le but de provoquer de l'agitation et d'obliger le gouvernement à intervenir. De très hauts personnages de couleurs politiques très diverses lui apportèrent l'appui de leur nom, de leur parole et de leur argent. On n'a pas oublié le meeting retentissant du 6 août, présidé par le duc Westminster, et dont M. Gladstone fut l'orateur. Le gouvernement de lord Salisbury ne put résister à l'entraînement et il fit entendre des déclarations qui résonnèrent à Constantinople comme un coup de clairon donnant le signal de l'assaut. Ainsi s'expliquent les audaces des Arméniens, la folle aventure du 30 septembre en particulier. C'était une façon d'ultimatum qu'ils portaient aux Ottomans, bien persuadés que l'on était prêt à tirer le canon pour eux, et ne se faisant pas faute de le dire. On comprend l'inquiétude et la violente colère des Turcs qui se trahit dans la proclamation qui fut alors affichée dans les mosquées : « Toute la maison de l'Islam se lèvera et mourra, s'il le faut, plutôt que de consentir aux concessions. »

L'Europe n'a pas voulu laisser s'accomplir la croisade prêchée à Londres et à Chester. Il ne lui a pas semblé que les

vues de l'Angleterre fussent aussi désintéressées que ses hommes d'État l'affirmaient. Sans doute il y a chez nos voisins des âmes évangéliques, émues et révoltées au seul récit des maux endurés par des chrétiens sous un gouvernement infidèle, et qui ne poursuivent que le redressement des torts; mais quand la politique elle-même marche d'accord avec l'humanité, on peut être sûr que l'humanité fait les affaires de la politique. En 1860, c'est l'Angleterre qui nous a empêchés de tirer pleine vengeance du massacre des catholiques du Liban; au congrès de Berlin, c'est l'Angleterre qui a déchiré une partie du traité de San Stefano et fait rentrer plusieurs centaines de mille Arméniens sous le joug ottoman. Si elle déploie maintenant tant de zèle pour les y soustraire, c'est donc que la puissance britannique trouverait son compte dans l'affranchissement des populations chrétiennes de la partie orientale de l'Anatolie. Cela n'est pas trop difficile à comprendre; il est clair qu'un territoire indépendant, sous le protectorat anglais, serait une barrière contre la marche en avant de la Russie. Il semble bien en effet que tel soit l'objectif de certains politiques. Des publicistes très avisés ont même prétendu que l'ex-premier ministre du khédivé, Nubar-Pacha, était déjà désigné par l'Angleterre, comme gouverneur du nouvel État.

Ce qui est sûr du moins, c'est que l'on entretenait depuis quelque temps les populations arméniennes de l'intérieur dans les espérances les plus extravagantes. Cinq vilayets allaient leur être attribués; un petit-fils de la reine Victoria serait proclamé prince d'Arménie. On songeait déjà à se préparer pour les bonnes places; nous pourrions citer des écoles où l'enseignement du turc, la langue usuelle, avait été supprimé et remplacé par l'anglais.

On ne peut reprocher à une grande puissance comme l'Angleterre de chercher son intérêt jusque dans la protection qu'elle étend sur des peuples malheureux. Mais les Arméniens auront-ils lieu de se féliciter d'avoir suivi ses inspirations et de s'être engagés si avant dans la voie où on les poussait? Voilà la question. Y avait-il quelque apparence que leur situation fût modifiée conformément à leurs rêves d'indépendance et de restauration nationale?

Non ; il faut d'abord écarter comme chimérique l'hypothèse d'une principauté arménienne. On s'étonne même qu'elle ait pu être prise au sérieux ailleurs que chez un peuple à qui l'exaltation du patriotisme a troublé le sens. En effet, la situation géographique des Arméniens n'est point du tout analogue à celle des autres nations qui se sont affranchies de la domination ottomane. La Grèce, la Serbie, la Bulgarie, devenues provinces turques, n'en étaient pas moins occupées par des Grecs, des Serbes, des Bulgares, qui formaient l'immense majorité de la population. La petite nation maronite elle-même était presque tout entière cantonnée au Kesrouan. Le peuple arménien est au contraire, comme on l'a vu plus haut, dispersé dans presque toute l'Anatolie, noyé, pour ainsi dire, dans l'ensemble de la population. Dans le vilayet de Sivas, où ils sont le plus nombreux, l'effectif des Arméniens n'égale pas le quart du chiffre des Osmanlis.

Nous avons vu dans les écoles de la Mission catholique des cartes françaises de la Turquie d'Asie sur lesquelles la censure avait biffé le nom d'Arménie. Cette misérable chicane n'est pas sans une apparence de raison : depuis longtemps, en effet, on peut dire qu'il y a des Arméniens, mais pas d'Arménie.

L'utopie d'une principauté indépendante mise de côté, d'autres projets ont été examinés. On a parlé d'établir des gouverneurs arméniens dans les endroits où leurs nationaux sont en majorité ; de constituer une police armée qui serait recrutée également de Turcs et de chrétiens... Après ce que nous avons dit, il est aisé de comprendre que de tels remèdes ne pourraient qu'aggraver le mal.

Il faut que la *jeune Arménie* en prenne son parti : toute vue tant soit peu ambitieuse est pour elle, à l'heure présente, un leurre et un danger. Qu'elle se borne à réclamer la sécurité pour les biens et les personnes, à attendre la mesure de justice que comporte l'administration turque, la pire qui soit au monde, si l'on en croit M. Gladstone ; qu'elle sollicite à cet effet les bons offices et le contrôle des puissances : à la bonne heure, mais qu'elle ne leur demande rien de plus. En un mot, il faut que les Arméniens, comme les autres petites nations chrétiennes de l'Empire ottoman, se résignent à leur

sort, en s'arrangeant pour le rendre tolérable. L'heure de la liberté n'est pas venue.

Et il en sera ainsi tant que durera cet Empire mahométan que nous avons sauvé de la ruine, que nous avons déclaré admis dans le concert européen, que l'on proclame nécessaire à la paix de l'Europe et qui, à cause de cela, reste attaché à son flanc comme une plaie qu'il faut entretenir pour éviter des complications et des catastrophes.

Les nations chrétiennes ont refusé pendant des siècles de sacrifier quelque chose de leurs mesquines rivalités pour se tourner contre l'ennemi commun. Les papes n'ont cessé de les y convier; mais les princes et leurs ministres se piquaient de faire de la politique habile et non de la politique chrétienne. On voit aujourd'hui que la plus habile politique eût encore été la politique chrétienne. L'Empire turc a grandi, dans le passé, par les jalousies et les discordes des peuples chrétiens; leurs héritiers sont condamnés à l'empêcher de mourir. Voici maintenant que toutes les puissances de l'Europe s'évertuent pour soutenir un organisme usé, qui se détraque de toute part; la diplomatie déploie dans cette étrange besogne toutes ses ressources et toute son ingéniosité; et, après six semaines de prouesses, elle obtient que chacun des grands États aura à Constantinople un second stationnaire!

La tragi-comédie aura vraisemblablement encore plusieurs actes. Le fanatisme musulman n'a pas dit son dernier mot. On verra encore d'autres hécatombes de chrétiens; l'Europe accourra pour faire des représentations et imposer des réformes, qui iront rejoindre les précédentes. Et tout cela, pour ajourner une solution que chacun sait inévitable et qui sera terrible. « La Turquie, a dit un illustre penseur, est le péché de l'Europe ». Elle en est aussi le châtiment.

J. BURNICHON.